

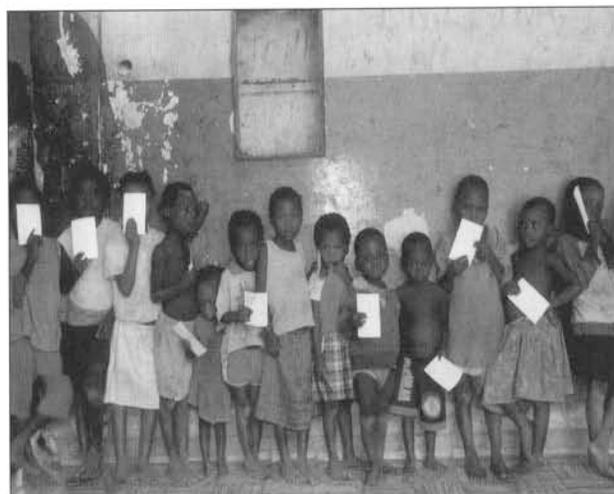
LA VILLE NUE

DES MARGES DE L'URBAIN AUX TERRAINS DE L'HUMANITAIRE

Dans les pays prospères d'Europe ou d'Amérique du nord on admet généralement que le monde va vers plus de bien-être, même si une partie mal intégrée de l'humanité reste encore à la traîne. Les analyses dites de la « société en sablier » ont montré ce qu'il peut y avoir d'inquiétant dans ce bonheur égoïste. Une élite de catégories supérieures et mondialisées, protégées dans leurs propres citadelles et réseaux, tient à distance une multitude de mondes locaux, précaires et peu visibles. Traversant sans mal et sans crainte les frontières nationales, les « mondiaux » deviennent toujours plus semblables dans les manières de travailler, de consommer, toujours plus connectés les uns aux autres : ils circulent en particulier dans le réseau des « villes globales », structuré par celui des grandes entreprises et des marchés supranationaux, mais fréquenté aussi par les milieux politiques, culturels, scientifiques (Sassen S., 2000). Quel que soit leur pays d'implantation, seules ces catégories sont réellement en mesure de se percevoir comme les composantes d'un corps social mondial : les réseaux professionnels, les modes de vie, les moyens de transport, les espaces fréquentés, les goûts et les centres d'intérêt sont convergents au-delà des diversités apparentes – une esthétique ethnique est même de bon ton et forme une valeur partagée.

La ville nue et la ville dense

Tout un autre monde, ou un ensemble de mondes sociaux multiples, est dominé (sur le plan économique, institutionnel) et fasciné (sur le plan médiatique, spectaculaire) par le premier, auquel il se trouve parfois relié sur un mode précaire : salariés paupérisés, travailleurs aux pièces, jeunes des banlieues populaires, au Nord, ou des « invasions », au Sud, en attente d'un contrat temporaire ou d'un emploi informel, sans-papiers ou sans-abri à la recherche d'une solution clandestine ou d'une prise en charge institutionnelle. Une multitude de catégories « inférieures », « marginales » ou « inutiles » est formée par des individus ou des groupes pour lesquels la localité est l'ancrage primordial et souvent l'horizon infranchissable de la vie. Les déplacements, vécus comme des expériences pénibles ou comme des souffrances, ne sont pas



Enfants attendant le repas dans un camp de réfugiés
© P. Hahn/Laif-REA

volontaires mais subis, forcés par la violence politique, les expropriations ou la pauvreté. Dépendant économiquement des stratégies développées dans les cercles et les réseaux mondialisés, ces catégories dépendent aussi des politiques sociales nationales, elles-mêmes remises en cause actuellement¹.

À l'intérieur et aux frontières de ce monde-ci, des lieux sont touchés et des situations nouvelles sont créées par les exclusions violentes, les déplacements forcés, parfois les crises humanitaires. Naît ainsi une population juste maintenue en vie en marge du monde ordinaire, placée aux bords d'un dénuement total – matériel, social, symbolique. Dans ces espaces de transit, ces moments d'attente interminable, cette population paradoxalement se consolide comme une vaste catégorie sans place, ni spatiale, ni sociale. La topographie de l'ensemble de ces lieux et de ces moments à travers le monde compose ce qu'on désignera comme une ville nue : cet espace de mise en crise de l'humanité constitue le terrain de l'action humanitaire, dont on sait le fantastique déploiement, à l'échelle mondiale, depuis une vingtaine d'années. Il s'étend depuis les zones urbaines précaires, marginales ou interstitielles, jusqu'aux camps de déplacés et de réfugiés et autres centres clos d'assistance humanitaire.

1. Zygmunt Bauman (1999) distingue les catégories sociales de « mondiaux » et « locaux » à l'échelle planétaire.

Mais il n'y a pas une équivalence exacte entre les délimitations sociales de la ville nue, qui désigne un ensemble cohérent de situations localisées, et les limites spatiales de telles ou telles villes ou périphéries. En outre, les situations, récits et portraits qui seront présentés dans la suite de ce texte, nous mènent bien au-delà de la bipolarisation entre riches et pauvres. La ville nue désigne une réalité à la fois plus vaste sur le plan social et spatial, et plus complexe sur le plan culturel, que ce qu'ont suggéré, durant un temps, les diverses théories de la « culture de pauvreté » ou de la « communauté des taudis »².

Le concept de la ville nue vise surtout à repérer empiriquement le basculement qui fait passer les individus d'une précarité ou d'une marginalité supportables – parce qu'ils restent d'une manière ou d'une autre présents-au-monde, disposant d'un minimum social vital, c'est-à-dire de liens assez proches, familiaux ou plus largement familiers dans le voisinage, la rue, le travail, pour rendre possibles leur survie et une éventuelle mobilité (Agier, 1999, p. 55) – vers un état de dénuement plus ou moins durable, dans des espaces et des situations où se pose la question de la plus élémentaire humanité cantonnée dans le provisoire et l'indéfini, telle cette « vie nue » que Giorgio Agamben (1997, p. 110) a décrite comme une vie « séparée de son contexte et qui, ayant pour ainsi dire survécu à la mort, est devenue incompatible avec le monde humain ».

Un autre basculement est observable, en sens inverse, lorsque la ville nue se remplit, se diversifie et se transforme en ville dense : même dans les conditions matérielles ou politiques les plus adverses, une vie sociale reprend, des créations collectives redeviennent possibles, une certaine « ville » retrouve sa raison d'être et peut être réinventée. Chaque renaissance rappelle alors que les villes furent fondées non pour séparer les habitants, mais pour rapprocher les citoyens autour du marché, de l'autel et de l'agora, pour organiser les interactions entre individus différents, en somme pour disposer dans l'espace la complexité des systèmes sociaux en rendant possible la « solidarité », c'est-à-dire l'interdépendance entre tous³.

La Conférence des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat II, Istanbul, 1996) a estimé à cinq cents millions le nombre de mal logés, soit 20 % des citadins dans le monde, et à cent millions le nombre des sans-abri – mal logés et sans-abri qui se trouvent en grande partie parmi la population urbaine des pays du Sud, dont 50 % à 75 % vivent dans les *favelas*, *ranchos*, *barriadas*, *slums*, *invasions* et autres quartiers dit « spontanés » ou « déguerpis ». D'autre part, à la fin des années 1990, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) évaluait à cinquante millions le nombre de victimes de déplacements forcés (réfugiés et déplacés internes pour cause de guerres), auxquels s'ajoutaient, selon la

Banque Mondiale, cent millions de personnes (dont une grande majorité de membres de peuples autochtones) chassées de chez elles par des spoliations massives de terres en vue de la réalisation de grands projets d'infrastructure, de projets forestiers, d'entreprises minières ou agro-industrielles⁴. La transformation de la vie sociale par les guerres, les déplacements de population, la désertion de la vie publique sous l'effet de la violence, impliquent une profonde mise à jour des observations et de la réflexion sur la « pauvreté » conçue comme la forme sociale de la précarité économique. L'existence désormais massive et durable d'un dénuement extrême à l'échelle mondiale place la recherche aux limites de l'humanité commune, et prend par là même une dimension universelle⁵.

La mise à nu de la ville

Les villes et les quartiers précaires des pays du Sud exposent sans fard une réalité urbaine largement dépourvue de la matérialité et de l'institutionnalité que l'on attribue généralement à la ville considérée comme la réalisation des idées de l'urbanisme. La reconnaissance comme quartier d'une occupation à l'origine précaire et illégale (une « invasion ») est un statut à conquérir, avec tous les droits que cela peut ouvrir, progressivement, pour l'accès aux services urbains : asphalté, égouts, eau, électricité, collecte d'ordures, transports... tout ce qui compose le « droit à la ville ». Cette construction progressive des cadres de la vie urbaine constitue, très souvent, l'histoire des ruelles et des venelles des invasions et des *favelas* d'Amérique latine ou des quartiers spontanés d'Afrique noire, et explique l'usage qui apparaît *a posteriori* comme une privatisation des espaces publics ou semi-publics. Or,



Distribution de rations alimentaires à Rumbek
© C.Boisseaux-Chical/Lavie - REA

2. Voir notamment les travaux d'Oscar Lewis (1963) et de Charles Valentine (1968)

3. Divers types historiques d'interdépendance et de solidarité sont analysés dans Durkheim (1893), Webber (1964), Ascher, Godard (1999).

4. Voir Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (1997, 2000). Notons qu'en partie, ces chiffres-ci peuvent recouper ceux des mal-logés et des sans-abris.

5. Ce point de vue est plus largement développé dans Agier (2002).

lorsque ces espaces résidentiels ont réussi à exister, leur histoire montre, à l'inverse, qu'ils furent une laborieuse traduction spatiale de relations et de stratégies familiales, lignagères et sociales. Dans cette incertitude d'exister et cette précarité physique des périphéries, la ville sans « droit à la ville » a priori est juste ce que les citadins en font, en disent, en perçoivent. À partir d'un certain dénuement matériel, mais aussi économique et politique, dans des espaces sans formes ou institutions urbaines stabilisées, la ville est d'abord à auto-construire, à envahir ou à inventer⁶.

La matérialité, la surabondance et la richesse de la ville des nantis est précisément ce qui pose problème, de manière agressive, aux habitants de la ville nue. À Kinshasa, en 1991 et 1993, quelques temps avant le renversement de Mobutu, en 1997, et la prise de la capitale par les forces armées de Laurent-Désiré Kabila, c'est avec une remarquable précision de gestes et de sens que certains objets et édifices de la ville furent pillés et détruits. La violence avait pour cible le prestige de l'argent et de la modernité, c'est-à-dire les modèles coloniaux et post-coloniaux dont la masse des citadins avait toujours été exclue, jusqu'à perdre tout espoir d'identification à ces valeurs : de là, tous ces « pillages de misère » (Devisch, 1998). La ville elle-même, officielle, visible, incarnait les valeurs de la richesse occidentale avec arrogance, alors que dans les cités alentour vivaient les citadins dont l'économie s'effondrait. Le « cadre matériel urbain » du centre de Kinshasa s'imposait dès la période post-coloniale comme une « leçon » spectaculaire donnée à la masse citadine, en lui imposant son origine étrangère comme modèle (Althabe, 1972, p. 197). L'urbanisme colonial, d'inspiration hygiéniste, a tracé ces agglomérations ségréguées. Ainsi, à Douala, la capitale économique du Cameroun, une « frei zone », créée en 1910 par l'administration coloniale allemande pour séparer par une bande large d'un kilomètre la ville européenne et les quartiers africains, fut maintenue après 1919 par l'administration française car ses responsables voyaient en elle la plus efficace des prophylaxies. Et à Brazzaville, située face à Kinshasa de l'autre côté du fleuve Congo, l'agglomération s'est édifiée à partir de l'opposition entre la ville blanche et, de part et d'autre, les campements africains composant les « Brazzaville noires » (Balandier, 1955). C'est en s'insérant dans cette situation simultanément coloniale et urbaine, d'emblée inégalitaire et ségréguée, que les Africains de cette époque-là devinrent des citadins.

En 1991 et 1993, donc, à Kinshasa, militaires mutins, badauds et tout le peuple des cités ségréguées prennent d'assaut la ville confisquée. La « flambée destructrice » fait déferler les pilliers sur les centres commerciaux, les usines, entreprises, dépôts de marchandises, magasins, boutiques, et vers les maisons des Européens, des Libanais diamantaires et de certains « dinosaures ou barons zaïrois » à la richesse arrogante.



Sierra Leone, femmes réfugiées
© Herzau/Sigmund/Laif - REA

Les objets symbolisant la modernité et la technologie (voitures, machines) sont particulièrement saccagés, tout comme sont pris pour cibles privilégiées un lycée européen de prestige (l'École belge) et un supermarché de produits de luxe : « en s'attaquant à ces institutions, note René Devisch (1998, p. 447), la population entend détruire un symbole important d'identification et se venger de la séduction frustrante et des promesses fallacieuses qu'elles ont fait miroiter ». Elle rêve aussi de mettre fin, sur l'instant, aux inégalités sociales démesurées, alors que le processus de démocratisation entamé quelques années auparavant avec la Conférence nationale souveraine a tourné court. D'une manière générale, certaines violences, notamment urbaines, qui ont marqué la décennie 1990 en Afrique noire, ont exprimé les frustrations politiques et les crises sociales provoquées par les ratés de la démocratisation – et en particulier l'échec des rassemblements et des forums connus sous le nom de Conférences nationales⁷.

En 1993, beaucoup d'habitants de Kinshasa ont éprouvé de la honte après que la « vague destructrice » eut envahi la ville, alors que sur l'instant, il est vrai, une inversion parut s'accomplir et le peuple crut à sa soudaine souveraineté.

La destruction de Sarajevo, en 1994, et plus

6. On retrouve ici l'option méthodologique consistant à observer les relations des citadins plutôt que les structures urbaines ou les formes urbanistiques, et donc à considérer comme citadine toute vie sociale qui se développe dans une « implantation relativement permanente et dense d'individus hétérogènes » (Wirth, 1938, p. 260). Les descriptions résultant de cette approche composent ce que j'ai appelé la ville bis (Agier, 1999, p. 155) : celle-ci n'est pas équivalente à la ville nue mais, en tant que regard porté sur la vie urbaine en général et sans hiérarchie des formes, elle rend plus visible cette part dépréciée de la réalité urbaine. On rejoint là le propos d'Isaac Joseph (1994) qui tente de rapprocher les perspectives de l'usage de la ville (le « droit à la ville ») et de la compétence du citadin (la « ville à l'œuvre ») en portant l'attention sur les moments et les situations de la vie quotidienne.

7. Voir le dossier « Disciplines et déchirures. Les formes de la violence » publié par les Cahiers d'Études Africaines, et notamment sa présentation par B. Jewsiewicki (1998).



Réfugiés Kosovar / Camp de Stenkovec 2
© M. Nascimento - REA

encore, la haine de la ville qui l'a accompagnée chez les assaillants, relève d'une logique comparable, mais bien plus violente, destructrice et aveugle⁸. Dans la guerre, la ville est d'abord vidée de ses habitants : les rues autrefois peuplées et maintenant sans voiture sont traversées en courant par des habitants effrayés par les tirs des snipers dans leur dos ; la ville dans la guerre devient d'abord une ville seulement matérielle, en l'absence de vie humaine visible, socialisée. Puis, assiégée, elle est haïe parce qu'une dimension de cette guerre est le soulèvement du monde rural agonisant contre les villes que les combattants tiennent pour les lieux du pouvoir politique et économique, là où s'est décidée leur propre désagrégation sociale. Car les villes sont traitées par les laissés-pour-compte ruraux qui y arrivent en force, comme des lieux culturellement impurs : François Chaslin (1997, p. 44) remarque cette « haine de la ville aussi comme lieu du métissage culturel et religieux, celui des mariages mixtes, de l'abandon des anciennes fratricides, des rituels ancestraux, de l'érosion des valeurs traditionnelles de la famille et du clan ». Et finalement, la ville est matériellement détruite : ce sont les destructions de monuments à Sarajevo, Vukovar, Mostar, Dubrovnic. C'est ce qu'un architecte serbe, ancien maire de Belgrade, Bogdan Bogdanovic, a appelé un « urbicide ritualisé »⁹. Vidée, haïe, détruite, au bout de toutes ces attaques il y a la « ville dans son absolue nudité » (Chaslin, 1997, p. 11) : la mise à nu de la ville

est matérielle, mais elle est tout autant sociale et culturelle.

Les ségrégations, les inégalités sociales et les violences politiques engendrent une ville dépouillée. C'est la ville des pauvres avec ses habitations en matériaux précaires, son absence d'infrastructures. C'est la destruction des espaces urbains les plus symboliques ou prestigieux : boutiques et maisons de luxe à Kinshasa, bibliothèque de Sarajevo, Twin Towers à New York. L'une et l'autre situation peuvent basculer et se prolonger dans un dénuement social et une perte des repères symboliques du lieu, plus ou moins durables.

Soldats et miliciens

La précarité économique n'est évidemment pas nouvelle dans les zones périphériques urbaines, mais elle change de signification lorsque sur elles se sont greffées les ramifications des réseaux qui, de près ou de loin, vivent de la guerre. Cette inclusion est réciproque et totalitaire¹⁰. Elle aboutit à la prolifération de groupes de délinquance qui peuvent se convertir en escadrons

8. Voir Chaslin, (1997).

9. B. Bogdanovic, « L'urbicide ritualisé », cité par Olivier Mongin (1995, p. 63). Voir Baudouï (2001).

10. Dans le cas de la Colombie, Daniel Pécaut (2000) montre que c'est l'impossibilité d'échapper aux regards et à l'action des réseaux liés aux différents groupes armés qui crée un « contexte de terreur ».

de « nettoyage social », « nettoyage ethnique » ou de réciproque violence politique, en milices guerrières, ou alterner ces différents rôles : c'est ce qui se passe parmi les groupes de guérilla ou les organisations paramilitaires de Sierra Leone, Congo, RDC (ex-Zaïre), Soudan, Timor oriental, Colombie, etc. Dans les bandes armées de « Ninjas » et de « Cobras » (en Afrique ou en Asie) comme dans les « Cavallos » (les groupes de « nettoyage social » à Cali, Agua Blanca) ou parmi les 120 bandes de sicaires de Medellín regroupant au total plus de 3000 personnes (Salazar, 1999, p. 189).

Pour les milices politiques, les guérillas ou les organisations paramilitaires, les jeunes, qu'ils soient adolescents ou enfants, sont faciles à enrôler. Jeunes sans école, sans emploi ni aucun revenu, habitants des villes souvent, et toujours désœuvrés, ils se laissent volontiers recruter pour trouver dans telle ou telle milice ou guérilla, non seulement des vêtements, de la nourriture ou un revenu, mais aussi un statut reconnu et, croient-ils, respecté de guerrier. Dans certains mouvements armés, ils trouvent aussi un cadre communautaire, avec ses règles de vie strictes, ses hiérarchies rigides, sa vie sociale interne et ses codes secrets : c'est une communauté morale qu'ils n'ont pas dans leur vie ordinaire, c'est une socialisation par défaut.

Les jeunes miliciens ou les guérilleros ont alors besoin de leurs milices, en elles-mêmes et non pour leurs obscurs et souvent versatiles objectifs politiques. Dans ce genre de contexte, les accords de paix et de désarmement que peuvent négocier les belligérants officiels pour sortir de guerres internes et en général officieuses, non déclarées, engendrent partout un problème de démobilisation : une démobilisation non pas politique, puisque la guerre pour ces soldats-là n'a pas vraiment eu ce contenu, mais strictement sociale.

Soudainement enrichis par les pillages, les rançonnements et toutes sortes de rackets liés à leur position de force, les miliciens et les guérilleros auront du mal à revenir à leur condition sociale antérieure : ce retour signifierait une chute statutaire et économique considérable après l'ascension permise par leur activité de milicien ou de soldat – en regard, bien sûr, du contexte de grande pauvreté sans alternative où cela se passe.

C'est ce que dit, en substance, le récit de la mort d'un jeune milicien devenu délinquant, à Brazzaville¹¹. De juin à octobre 1997, la capitale du Congo avait connu une période d'affrontements meurtriers, dont le bilan a été estimé entre 5000 et 10000 morts, selon les sources. Au cours de ces journées, les milices politiques partisans du Président élu, Pascal Lissouba, et celles de son prédécesseur, Denis Sassou-Nguesso, s'affrontèrent en une guerre de position entre quartiers assignés à l'un ou l'autre parti, à l'intérieur de Brazzaville¹¹. En octobre 1997, avec le

soutien de l'armée angolaise et des gouvernements occidentaux, Sassou-Nguesso a pu finalement reprendre le pouvoir. En 1998, la revue *Rupture*, fondée par des intellectuels et de chercheurs congolais, a publié une série de témoignages, de commentaires et d'analyses sur cette guerre. L'un des textes, intitulé « Congo Brazzaville : un braquage malheureux », est signé seulement d'un prénom, Brice. Il parle de la mort d'un ami, Régis, 18 ans, quelques mois après la fin des hostilités. Voici un extrait de son témoignage.

Régis

« Ça y est, c'est fini. Régis est parti. [...] Trois mois après la fin de la guerre, Régis a rejoint tous ces jeunes miliciens disparus dans les violences de la guerre. En fait, Régis n'avait pas vraiment participé aux combats. Mais, comme de nombreux jeunes, il avait rejoint la milice Cobra de Sassou-Nguesso au moment de l'offensive finale. Voulait-il s'engager dans l'armée ou comme la plupart profiter du pillage qui avait suivi leur pillage ? Toujours est-il que Régis n'a pas remis ses armes quand les nouvelles autorités l'ont demandé. Il n'est pas entré en caserne comme beaucoup d'ex-miliciens. Avec deux de ses camarades, il a constitué une petite bande qui braquait les commerçants. De nombreux jeunes faisaient comme eux et tuaient même en cas de refus du commerçant. [Une nuit, le 18 janvier 1998, Régis et ses deux acolytes sont arrêtés juste après le braquage d'un commerçant et sont immédiatement conduits au poste de police du quartier...] Comme ils ont montré et rendu leur butin, ils ont l'espoir d'être libérés le lendemain. Au besoin la mère de Régis pourra proposer de l'argent pour graisser la patte du chef de poste. Mais cette pratique ne marchera pas. [...] Le Président Sassou a dit d'abattre tous les jeunes bandits pris en flagrant délit, de ne pas faire de prisonniers. Le matin du 19 janvier, dans la cour du poste de police, le nouveau commissaire a collé son pistolet automatique sur la poitrine des trois jeunes garçons. La mère, les sœurs de Régis, dehors ont hurlé leur douleur » (Brice, 1998, p. 22).

Le récit d'une autre personne, ancien tueur à gages et *desplazado* (déplacé de la violence, en Colombie), montre plus précisément encore les imbrications entre différents domaines d'action : la violence urbaine, le trafic de drogues, la violence politique.

À Cali, parmi les nombreux quartiers qui composent le district d'Agua Blanca, à l'est de la ville (environ 500 000 habitants, parmi les plus pauvres de la ville), « l'invasion » de Sardi compte environ 400 habitations et 2500 habitants. Installée dans l'illégalité depuis la fin des années 1970, la population vit dans des constructions précaires (planches, claies, toiles plastiques et partiellement briques) et les raccordements aux systèmes d'eau et d'électricité sont clandestins. Quelques informations sur les groupes de « nettoyage social » et sur la façon

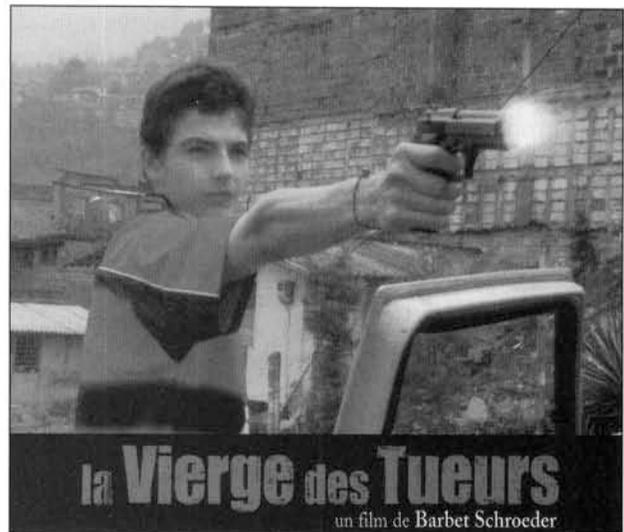
11. On estime que 10000 jeunes auraient participé aux milices politiques. Ces événements de 1997 se sont inscrits dans une crise politique qui, au long de la décennie 1990, a connu deux autres cycles de guérillas urbaines, en 1993-1994 et 1998-1999 (voir Dorier-Apprill, 2001).



dont ils participent de la généralisation de la violence se trouvent dans l'histoire de Paco, habitant de cette invasion, recueillie en 1999 et 2000 :

Paco

À 32 ans, Paco a déjà un itinéraire de délinquance marqué par plusieurs vols, agressions et homicides commis depuis l'âge de 13 ans, et une vie scandée par la fuite face aux persécutions et aux vengeances de victimes ou d'anciens associés. Il fit jusqu'à récemment plusieurs allers et retours entre Buenaventura, ville du littoral Pacifique où il est né, et Cali où il a habité plusieurs fois. En 1990, dans l'invasion de Sardi, il retrouve un ancien associé de *pandilla* (bande délinquante) venu de Buenaventura comme lui : ils créent avec quatre autres personnes une « organisation » de défense du quartier contre les vols et les agressions de bandes venues de quartiers voisins. Obtenant au bout de quelque temps le soutien de la population et du comité de quartier (qui commencent à les appeler à partir de ce moment-là « Los Cavallos », « les Chevaux ») ainsi que l'accord de la police, ils sont rémunérés par les habitants, chez lesquels ils se présentent deux fois par mois pour recevoir leur argent. La même bande organise la vente de diverses drogues (marihuana, cocaïne, bazuco – résidu chimique et bon marché de la cocaïne –, etc.), dont ils se fournissent soit à Cali soit dans la région de Buenaventura auprès d'une autre « organisation » (la bande dite du « Rasta »). Enfin, ils sont sollicités par des commerçants du quartier et des quartiers voisins pour intervenir comme sicarios (tueurs à gage) contre des voleurs à la tire. Après des dissensions internes importantes, des poursuites, des assassinats, des dénonciations et quelques emprisonnements, la bande s'est dissoute. Séparé de sa femme et père de deux enfants, vivant dans une petite pièce de l'invasion de Sardi avec son fils de 13 ans, sa sœur (qui travaille dans la cuisine d'un restaurant) et le mari de celle-ci (menuisier), et après avoir lui-même travaillé quelque temps comme manoeuvre dans le bâtiment, Paco n'a pas de perspective : « et maintenant, je ne sais pas ce qui vient », dit-il. Depuis quelques mois, il fréquente une église évangélique située dans un hangar à la limite entre Sardi et un quartier un peu plus aisé et plus blanc que le sien : aller tous les soirs à l'*iglesia* l'aide, dit-il, à être moins agressif, et surtout « les personnes commencent à (lui) parler comme à un ami ».



Document original - collection Daniel Bouteiller
© D. R.

Les relations permanentes de Paco et de son organisation avec la ville de Buenaventura et, dans cette ville-là, avec un autre groupe faisant fonction de relais dans le trafic de drogue entre la forêt du littoral Pacifique (culture et transformation de la coca) et les villes de Buenaventura et Cali, ont mis en contact régulier ces deux bandes de « nettoyage social » avec les groupes armés : aussi bien ceux de la guérilla que des paramilitaires, qui « couvrent » la production et le trafic de drogues. Ces contacts sont à double sens : ce sont des réseaux de recrutement pour la guerre qui fournit des ressources et un emploi régulier, rémunéré, aux jeunes des bandes délinquantes urbaines ; plus encore, ce sont des moyens et des soutiens que les groupes armés donnent aux bandes délinquantes, favorisant leur pérennité et la reproduction de leur exemple de réussite dans un environnement marqué par la misère et par l'impunité de la violence politique, la plus visible des violences.

Des villes-camps dans un désert de relations

Les déplacements forcés et les exils qui les prolongent, en se pérennisant, annoncent une forme d'urbanisation caractérisée par l'errance, l'instabilité et le dénuement, de manière durable voire permanente. Cela concerne les « déplacés de l'intérieur », à l'existence souvent non reconnue, stigmatisés, traqués¹². Faute de prise en charge institutionnelle, leur survie passe de manière générale par des invasions de terres urbaines non occupées, de logements vacants, par des revenus informels voire par la petite criminalité (vols, trafics). Ils se retrouvent dans les invasions à la périphérie des périphéries pauvres des grandes villes : l'invasion de Sardi en marge d'Agua

12. De vingt-cinq à trente millions de personnes sont considérées dans le monde comme des « IDP » (Internally Displaced Persons), dont le déplacement résulte de la violence, de la guerre et de l'impossibilité de passer les frontières nationales à cause de la réticence des pays voisins à les accueillir. Elles s'ajoutent aux quinze à vingt millions de personnes enregistrées comme réfugiées hors de leur pays (HCR, 1997, 2000).

Blanca dans la périphérie de Cali, ou la zone de Soacha à la marge des derniers quartiers périphériques de Bogota, sont des lieux d'affluence récente de la population déplacée par la guerre interne en Colombie.

Diverses sortes de regroupement de la population déplacée et réfugiée existent dans le monde. De vastes camps de réfugiés (par exemple au Kenya, en Ouganda ou au Congo Démocratique ex-Zaïre, en Sierra Leone) ou encore des camps de déplacés de l'intérieur regroupent dans le monde plusieurs millions « d'habitants ». Ainsi, parmi les quatre millions de Sud-Soudanais expulsés de leurs terres par le conflit avec le Nord et l'État national, une partie est réfugiée dans les pays limitrophes (Kenya, Ouganda) mais plus d'un million sont regroupés en camps de déplacés à la périphérie de la capitale, Khartoum. Il en va de même pour la population angolaise dont la guerre intérieure, qui a duré plus de vingt-cinq ans, a provoqué le déplacement interne de près de deux millions d'habitants qui se sont retrouvés en « camps de regroupement » à différentes reprises, en suivant l'intensité des conflits au long des années et selon la région.

Dans les camps, la population peut atteindre plusieurs dizaines de milliers d'habitants relativement stabilisés depuis cinq ou dix ans, voire plus. Les camps présentent toujours quelques étranges manques par rapport à des villes pauvres auxquelles ils finissent souvent par ressembler. Ainsi, le camp de Kakuma, situé à la frontière du Kenya et du Soudan, ouvert en 1991 et comptant aujourd'hui 50 000 habitants environ regroupe surtout des hommes jeunes et des garçons qui ont fui le Soudan déchiré par la guerre, pour éviter l'enrôlement forcé ou les effets dévastateurs du conflit. Dans le camp, ils vivent « une sorte de non-existence », selon les termes utilisés par les responsables du HCR pour le Kenya, une des étrangetés du lieu étant précisément son déséquilibre démographique : le sex ratio, en 1998, y était de 166 hommes pour cent femmes, s'élevant à 270 hommes pour cent femmes dans la tranche des 15-29 ans (Rahmi *et alii*, 1999, p. 29). Dans une autre partie du pays, près de la frontière somalienne, les trois camps de Dadaab, ouverts en 1990-1991, regroupent actuellement 125 000 habitants, pour la plupart réfugiés (ou enfants de réfugiés) venus de la Somalie voisine. Comme c'était aussi le cas dans les camps de Goma dans l'ex-Zaïre (où 700 000 Rwandais furent amassés pendant deux ans entre 1994 et 1996 à la frontière de leur pays), l'interdiction de travailler et, d'une manière générale, l'absence de droits dans le pays d'accueil, conduisent les réfugiés vers l'inactivité, l'apathie et la dépendance extrême à l'égard des soins et de l'assistance humanitaire, ou vers des réseaux clandestins de travail et de commerce.

La difficulté qu'on éprouve généralement à localiser et rencontrer les réfugiés et les déplacés – et réussir ce

que les ethnologues appellent l'accès au terrain – est un révélateur de leur maintien à l'écart du monde social « ordinaire ». Au sein de ce dernier, quelles que puissent être les différences et les inégalités, une accessibilité réciproque est supposée exister encore. Or, cette accessibilité qui nous semble naturelle, cette possibilité – sinon effectivité – de toute rencontre qui est le signe de la présence partagée dans un espace public, sont remises en cause dans la ville nue. Soit parce que les déplacés internes cherchent à se cacher parmi la population urbaine et, faute d'une reconnaissance et d'une prise en charge institutionnelle, exercent des activités professionnelles illégales¹³. Soit parce que les réfugiés ou les exilés, reconnus ou non comme tels, sont maintenus dans des camps et des zones de transit, et à ce titre l'espace confiné où ils se trouvent est sous contrôle policier ou militaire¹⁴.

Des resquilles et d'autres stratégies de passe-droit, corruption, faux-papiers, etc., se développent évidemment dans ce contexte et sont bien souvent les seuls signes décelables de résistances cachées, de prises d'initiative, et d'un certain retour des individus à l'existence sociale. Les jugements et les sanctions au nom d'une moralité sans taches sont en complet L'existence des réfugiés et des déplacés se fonde sur la perte d'un lieu auquel ils étaient attachés¹⁵, et sur l'absence d'une nouvelle place sociale. Sortis d'un cadre local sans avoir été insérés dans un autre, ni villageois ni urbain, ceux qui sont en camp sont artificiellement posés sur un espace de manière imprévisible et sans que la possibilité d'une nouvelle « production de localité » soit envisagée¹⁶. Ils sont regroupés selon des critères géopolitiques et selon une gestion du risque immédiat face aux urgences sanitaires et à la reprise toujours possible (ou

13. Ils rejoignent alors, dans la topographie sociale et mondiale de la ville nue, le destin de ceux qui, à un moment et en un lieu donnés de leur existence, se retrouvent identifiés en creux, par leur exclusion de certaines ou de toutes les places sociales possibles, c'est-à-dire en tant que « sans » (sans papiers, sans domicile, sans terre...).

14. À l'aéroport Charles de Gaulle de Roissy, des étrangers demandeurs d'asile et en attente d'une réponse ou d'une expulsion sont considérés comme « maintenus » (et non juridiquement « détenus ») dans les ZAPI (Zones d'attente de personnes en instance). Les zones d'attente font cependant bien penser à des camps ou des prisons : « Rangées de grillage de quatre mètres de hauteur autour du bâtiment, caméras de surveillance, fouille à l'arrivée, hauts-parleurs hurlant à toute heure, visites contingentées, rondes de policiers, oisiveté forcée ; mises à part les possibilités d'accès au monde extérieur grâce aux cabines téléphoniques, l'ambiance de la Zapi 3 est bien celle d'une prison, à ceci près que les pensionnaires ne savent ni pour combien de temps ils s'y trouvent, ni quelle sera leur destination en sortant » (Rodier, 2002, p.25). En 2000, sur tout le territoire français, le ministère de l'intérieur a enregistré près de 19.000 étrangers maintenus en zone d'attente.

15. Marc Augé (1992) parle à ce propos de « lieu anthropologique », c'est-à-dire d'un lieu de mémoire, de relations et d'identité.

16. Appadurai, (1996, p. 178-199) s'interroge, à la lumière des déplacements de population à l'échelle mondiale, sur les possibles comparaisons entre anciennes et nouvelles « techniques de production de localité ». Dans le même ordre d'idée, Liisa Malkki (1995) souligne que les effets du déplacement doivent être mesurés à l'aune de l'efficacité de l'emplacement.

toujours présumée possible par les gestionnaires des camps, centres et villages de réfugiés) des violences sociales ou ethniques. Conçus par tous (administration du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés, organisations humanitaires et populations déplacées elles-mêmes) comme des agglomérations provisoires, les camps et les centres de transit sont des espaces minimalistes parce que ne relevant que de l'urgence humanitaire ou sécuritaire, espaces en forme de déserts au sens où il ne sont jamais pensés comme un monde possible de relations sociales et politiques créant une communauté entre les humains (Arendt, 1995). Ils s'installent pourtant dans la durée. Le temps, l'action de certaines institutions, et celle des populations réfugiées, peuvent alors transformer les espaces vides où elles sont installées. Leur taille, leur densité démographique, leur hétérogénéité sociale et parfois ethnique, les initiatives prises par les réfugiés pour recréer des formes et lieux de culte, de commerce, de rencontre, entraînent des changements sociaux et identitaires importants, ainsi que quelques modifications urbaines (habitat, aménagement de « quartiers »)¹⁷. Mais ni le travail, ni l'habitat, ni la politique, ni la libre circulation, ne font l'objet de droits prescrits ; au mieux sont-ils tolérés pour être ensuite, au gré des conjonctures, remis en cause, selon un régime d'exception qui reste la seule règle générale.

Intermédiaires entre le désert arendtien et la ville, les zones d'attente, centres de transit, camps de regroupement et autres « sites » (settlements) de réfugiés sont des espaces transitoires placés hors de la loi ordinaire des humains en société et gouvernés comme des régimes d'exception : ce sont des hors-lieux plutôt que des non-lieux, équipés *a minima* pour parer aux urgences sanitaires ou sécuritaires, et maintenus en marge du monde social.

Victimes et sujets sur les terrains de l'humanitaire

Les terrains de l'humanitaire se forment dans cet espace mondial de la ville nue, autant dans l'errance urbaine des déplacés, victimes ou coupables de violences, que dans les camps. Les guerres, les déplacements forcés et la criminalisation des milieux sociaux précaires par les réseaux liés à la guerre, mettent leurs victimes à l'écart de leur monde social d'origine, rural ou urbain, et des bénéfices matériels qu'elles pouvaient en tirer : un soutien familial, un revenu, des aides publiques. De la pauvreté comme traduction de la précarité économique, elles passent alors à un dénuement plus étendu, qui rend plus difficile la recherche de solution. Le terrain de l'humanitaire existe à cet instant précis, lorsque l'humanité est mise en crise. La ville nue reconnaît la victime, non le sujet.

De même, toute situation qui met en scène la mort du sujet transforme la conception de la ville ; le

contexte de la chute ainsi représentée est une ville nue. En quelques années, le cinéma urbain est ainsi passé d'une découverte horizontale de la ville, faite de longues déambulations filmiques dans des paysages urbains modernes, chargés de signes et d'édifices spectaculaires, traversés par des personnages pleins de subjectivité et d'initiative, qui se cherchent, se rencontrent et s'aiment (c'est *Alice dans les villes*, et plusieurs autres films de Wim Wenders), à une immersion à la verticale, douloureuse, vers les profondeurs du dénuement. Cinéma scrutant la fin de vie des adolescents des rues de Medellin, en Colombie, tout près de la guerre et des trafiquants de drogue (comme Mônica, 13 ans, la *Vendedora de rosas* de Victor Gaviria, 1998) ; caméra filmant en plans serrés, indifférents à tout décor urbain, le visage toujours en alarme d'une autre adolescente, *Rosetta* (de Luc et Jean-Pierre Dardenne, 1999) : toute histoire, toute relation avec autrui (un amoureux ou une mère) sont devenues



France - Sangatte septembre 2001
© Hien Lam Duc / Agence VU

impossibles, le scénario du film comme de la vie n'est plus que la succession des échecs pour s'en sortir. Ces citadines, Mônica, Rosetta, à la différence d'Alice, ne se déplacent plus qu'avec une extrême difficulté, chaque mouvement est pénible, douloureux. Elles montrent la ville dans ses trous, du point de vue de celles et de ceux qui n'y ont pas droit. Un soir avant de s'endormir chez elle – une caravane immobilisée dans un camping –, Rosetta, croyant avoir trouvé un emploi (elle le perdra très vite), répète : « ... Tu as une vie normale ... J'ai une vie normale... Tu ne tomberas pas dans le trou ... Je ne tomberai pas dans le trou ... ».

Un ensemble de catégories, peuples, groupes ou

17. Pour des descriptions détaillées de ces changements dans les camps de réfugiés, voir Agier (2001, 2002) ; Marc Lavergne (1999) a enquêté sur les changements identitaires dans les camps de déplacés sud-soudanais à la périphérie de Karthoum.

18. Programme alimentaire mondial, organisme de l'ONU.

individus partagent une existence comparable et contemporaine. Ce sont des victimes encombrantes laissées dans l'attente, sans place, hors lieux. Leurs vies ne se croisent que très rarement, mais toutes sont marquées avec une égale intensité par les mêmes processus se développant en même temps et à l'échelle mondiale : l'accumulation des exclusions dues à la précarité économique et à l'absence d'aides publiques, la multiplication des guerres larvées ou des guerres « sales » visant directement les populations civiles, la diffusion et la diversification des violences dans les milieux urbains, le rejet des inutiles et des indésirables, etc. Au sein des lieux et des situations de dénuement ainsi créés, des réponses émanent parfois des victimes qui s'expriment en tant que telles (déplacés, réfugiés et autres « sans »). En Colombie, depuis l'année 1998, les *desplazados* mènent des actions politiques d'un nouveau type : élémentaires dans leurs formes (invasions, occupations) elles le sont aussi dans leurs revendications (nourriture, logement), et elles prennent pour cibles les interlocuteurs les plus proches de leur existence réelle et pourtant les plus mondialisés, tels que les ONG humanitaires et les institutions

internationales : occupation du siège du HCR en août 1999 ; assaut et occupation de celui de la Croix Rouge Internationale de décembre 1999 à mars 2001. On pourrait également mentionner, dans les camps, les *boycotts* de rations alimentaires du PAM¹⁸ ou les grèves des réfugiés travaillant comme « volontaires communautaires » pour les ONG. L'enjeu de ces réponses est l'affirmation du droit le plus élémentaire, le droit à la vie, dans des contextes où l'intervention internationale transforme en ensemble cohérent les espaces d'exception. L'action collective qui peut surgir de ces terrains sans nom – mondes des « sans », espaces de la ville nue et territoire avéré de l'humanitaire – représente un modèle de « politique de la vie » dont on peut penser que le développement sera parallèle à la croissance et à la pérennisation de ses contextes.

Michel Agier

18. Programme alimentaire mondial, organisme de l'ONU.

RÉFÉRENCES

- Agamben G., (1997), *Homo sacer, Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil.
- Agier M., (1999), *L'invention de la ville, Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- Agier M., (2001), « De nouvelles villes : les camps de réfugiés. Éléments d'ethnologie urbaine », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 91, pp. 129-136.
- Agier M., (2002), *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- Althabe G., (1972), *Les fleurs du Congo*, Paris, Maspero, (rééd. L'Harmattan 1998).
- Appadurai A., (1996), *Modernity at Large. Cultural Dimension of Globalization*, Mineapolis, University of Minesota Press.
- Arendt H., (1995), *Qu'est-ce que la politique ?* (texte établi par Ursula Ludz, traduction de l'allemand et préface de Sylvie Courtine-Denamy), Paris, Seuil (1^{re} édition allemande, 1993).
- Ascher F., Godard F., (1999), « Vers une troisième solidarité », *Esprit*, n° 258, pp. 168-189.
- Augé M., (1992), *Non-lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992.
- Balandier G., (1955), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, FNSP, (2^{me} édition, 1985).
- Baudouï R., (2001), « De la menace atomique aux conflits de « faible intensité ». L'emprise croissante de la guerre sur la ville », *Annales de la Recherche urbaine*, n° 91, pp. 27-34.
- Bauman Z., (1999), *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette.
- Brice, (1998), « Congo Brazzaville : un braquage malheureux », *Rupture, Pointe noire*, n° 1 (nouvelle série), 22.
- Chaslin F., (1997), *Une haine monumentale, Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Paris, Descartes & Cie.
- Devisch R., (1998), « La violence à Kinshasa, ou l'institution en négatif », *Cahiers d'Études africaines*, n° 150-152, pp. 441-469.
- Dorier-Apprill E., (2001), « Un cycle de guerres urbaines à Brazzaville », *Annales de la Recherche urbaine*, n° 91, pp. 101-110.
- Durkheim E., (1893), *De la division du travail social*, Paris, Presses universitaires de France, 1991.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, (1997), *Les réfugiés dans le monde, Les personnes déplacées : l'urgence humanitaire*, Paris, HCR/La Découverte.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, (2000), *Les réfugiés dans le monde, Cinquante ans d'action humanitaire*, Paris, UNHCR/Autrement.
- Jewsiewicki B., (1998), « Pathologie de la violence et discipline de l'ordre politique », *Cahiers d'Études Africaines*, n° 150-152, pp. 215-226.
- Joseph I., (1994), « Le droit à la ville, la ville à l'œuvre. Deux paradigmes de la recherche », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 64, 1994, pp. 5-10.
- Lavergne M., (1999), « De la cuvette du Nil aux faubourgs de Khartoum. Les déplacés du Sud-Soudan », in *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte*, sous la dir. de Lassailly-Jacob V., Marchal J.-Y., Quesnel A., Paris, IRD Éditions, pp. 109-135.
- Lewis O., (1963), *Les enfants de Sanchez*, Paris, Gallimard (édition originale 1961).
- Malkki L. H., (1995), « Refugees and exile : From «Refugee Studie» to the National Order of Things », *Annual Reviews of Anthropology*, n° 24, pp. 495-523.
- Mongin O., (1995), *Vers la troisième ville*, Paris, Hachette.
- Pécaut D., (2000), « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de terreur : l'exemple colombien », *Cultures & Conflits*, n° 37, pp. 123-154.
- Rahmi M., Rabant E., Cambrezy L., Mohamed Abdi M., (1999), *Environment, cartography, demography and geographical information system in the refugee camps, Dadaab, Kakuma – Kenya*, Volume 3, Demography, Data Processing and Cartography, UNHCR/IRD, s.l.
- Rodier C., (2002), « Zone d'attente de Roissy : à la frontière de l'État de droit », *Hommes et Migrations*, n° 1238, pp. 23-31.
- Salazar A., (1999), *No nacimos pa' semilla*, Bogotá, CINEP.
- Sassen S., (2000), « La ville globale », in *Mutations*, Bordeaux, Arc en rêve centre d'architecture, ACTAR, pp. 104-114.
- Valentine Ch., (1968), *Culture and Poverty. Critique and Counter-Proposals*, Chicago, University of Chicago Press.
- Webber M., (1964), *L'urbain sans lieux ni bornes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996.
- Wirth L., (1938), « Le phénomène urbain comme mode de vie », in *L'école de Chicago*, Grafmeyer Y., Joseph I. (eds.), Paris, Éd. du champ urbain, 1979.

Michel Agier est directeur de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et membre du Centre d'études africaines de l'EHESS. Il a notamment publié *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1999*, et *Aux bords du monde, les réfugiés, Paris, Flammarion, 2002*.

<michel.agier@ehess.fr>